



La démocratie à les mains des de

Sur le marché
Ningxia à Taipei:
quel avenir pour
la démocratie
taiwanaise?



REUTERS

Taiwan dans ux grands

La guerre en Iran sera au centre du sommet entre Xi Jinping et Donald Trump à Pékin. De son issue pourrait dépendre à terme le sort de Taïwan, que la Chine veut réintégrer dans son giron.

Le sommet entre le président chinois Xi Jinping et son homologue américain Donald Trump les 14 et 15 mai à Pékin aura comme plat principal de son menu l'issue de la guerre en Iran, sur laquelle Pékin pourrait avoir une influence, par les liens entretenus avec Téhéran, et la bataille des tarifs douaniers, sur laquelle prévaut un fragile armistice. En filigrane, s'y jouera potentiellement aussi l'avenir de l'île de Taïwan que la Chine veut réintégrer dans son giron et que les Etats-Unis promettent de défendre. Ses 23 millions d'habitants scruteront avec crainte la moindre prise de distance de Donald Trump avec la promesse de soutien indéfectible des Etats-Unis, inscrite dans le Taïwan Relations Act de 1979 et confortée par les «six assurances» données par Ronald Reagan en 1982, dont l'interdiction de «changer de position sur la question de la souveraineté taïwanaise».

La propension du président américain à chambouler ses partenariats stratégiques depuis son second mandat doit-elle inquiéter les Taïwanais? Eléments de réponse avec Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et professeur à l'Institut catholique de Lille.

Les dirigeants et la population de Taïwan ont-ils des attentes ou des craintes à l'égard du sommet sino-américain?



«Plus Taïwan est indispensable à l'économie, plus elle est à l'abri d'une situation délétère.»

Barthélémy Courmont, professeur à l'Institut catholique de Lille.

Les deux. Ils attendent que le président américain réaffirme son lien stratégique avec Taïwan et fasse donc montre de fermeté envers Xi Jinping en indiquant que les Etats-Unis resteraient aux côtés de Taïwan en cas d'escalade, voire de confrontation. Mais cette attente se double d'une crainte très grande. Elle est liée au caractère imprévisible de Donald Trump et à l'éventualité d'une redéfinition des partenariats stratégiques des Etats-Unis, avec un questionnement simple: combien le soutien américain coûtera-t-il, et est-il hypothétique ou inscrit dans le marbre? Les Taïwanais peuvent légitimement s'inquiéter de déclarations du président qui laisseraient à penser que les Etats-Unis «se désengageraient» de Taïwan. Il y a donc peut-être plus de craintes que d'attentes par rapport à ce sommet.

Donald Trump a-t-il donné des indices qu'il ne respecterait pas le Taiwan Relations Act de 1979 et les «assurances» formulées par Ronald Reagan trois ans plus tard?

Il faut savoir que Donald Trump ne s'est pas exprimé sur la question taïwanaise à proprement parler depuis son retour à la Maison-Blanche. Il n'y a pas eu, non plus, de sa part de postures qui augureraient d'un changement de paradigme. On se souvient par ailleurs qu'il avait eu un entretien téléphonique avec la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen entre son élection en novembre 2016 et son investiture comme président, lors de son premier mandat. En outre, il est républicain, et le Parti républicain



GETTY

est traditionnellement très proche de Taïwan. Ce sont des élus républicains du Congrès qui ont fait adopter en 1979 le *Taiwan Relations Act*, et c'est un président républicain, Ronald Reagan, qui a mis en avant ces fameuses assurances en 1982. Enfin, le Congrès a encore approuvé récemment des accords sur d'importantes ventes d'armes à Taïpei. Le climat est donc plutôt favorable pour Taïwan. Cependant, on sait que le président américain a manifesté à l'égard d'autres partenaires stratégiques de Washington, les Européens en tête, des réserves qui inclinent à penser qu'il pourrait souhaiter rebattre les cartes du jeu. Dans la région de l'Asie du Nord-Est, les Etats-Unis n'entendent pas maintenir une alliance stratégique perçue, à tort ou à raison par Donald Trump, comme une sorte de gage de sécurité à l'égard de ses alliés, en particulier la Corée du Sud et le Japon. Il a fait pression pour que ces partenaires se montrent plus actifs et entreprenants. L'évolution de la relation des Etats-Unis avec le Japon est-elle possible avec Taïwan? Non, parce que le rapport de force avec la Chine n'est pas le même.

Dans une contribution récente à The Conversation, vous écrivez que Pékin est en position très avantageuse «en raison de l'évolution des rapports de force interdétroit». Quelle est cette évolution?

Elle est d'abord militaire. Le rapport de force est très nettement à l'avantage de Pékin. Jusqu'en 2007, les capacités militaires que Taïwan pouvait déployer face à la Chine étaient supérieures à celles que la Chine pouvait elle-même engager dans le détroit. Vingt ans plus tard, non seulement la Chine a rattrapé son retard mais, surtout, l'écart s'est creusé entre les deux pays. La Chine a aussi l'avantage sur le front diplomatique. Taïwan ne cesse de voir ses différents partenaires lui faire défaut, seuls douze Etats reconnaissent officiellement la République de Chine dans le monde. Et cet isolement se manifeste aussi au sein des organisations internationales comme l'ONU. Taïwan n'y existe pas. C'est d'autant plus important qu'on peut penser que la Chine va profiter de la vacance du leadership américain pour avancer ses pions dans ces instances. Au cours des derniers mois, la Chine s'est présentée comme une puissance responsable, d'équilibre.

La Chine ne peut-elle pas se satisfaire sur Taïwan d'un statu quo «amélioré»? Doit-elle nécessairement obtenir des avancées vers une réunification pour renoncer à une opération militaire?

Les dirigeants chinois ne sont pas naïfs. Ils ont parfaitement conscience qu'ils ne doivent pas s'attendre à une réunification pacifique comme Xi Jinping ne cesse de l'appeler de ses vœux. Que les Taïwanais

Donald Trump et Xi Jinping lors d'une rencontre en octobre 2025, en Corée du Sud.

veulent rejoindre «la mère patrie chinoise» relève de la fable. Il y a un décalage entre la réalité et la promesse, au départ de Mao Zedong, aujourd'hui relayée par Xi Jinping et incarnée par ce qu'il appelle «le rêve chinois», la promesse d'une réunification avant 2049 et le centième anniversaire de la République populaire de Chine. La question centrale est dès lors de savoir ce qui peut satisfaire les Chinois dans d'éventuelles négociations interdétroit. Qu'est-ce qui peut permettre à Xi Jinping d'affirmer qu'il obtient des gains dans cette relation? A ce stade, la relation avec les partis politiques taïwanais est privilégiée, parce qu'elle permet aux dirigeants chinois de dire que le «statu quo» évolue favorablement dès lors qu'ils ont désormais une relation de proximité avec une partie non négligeable des Taïwanais. La visite de la cheffe de file du Kuomintang, Cheng Li-wun, à Pékin en avril s'inscrit dans cette stratégie puisque les dernières élections législatives, en janvier 2024, l'ont consacré premier parti politique de l'île.

La population taïwanaise favorable à la réunification n'est-elle cependant pas minoritaire?
Depuis le début des années 1990, ...

... des sondages extrêmement réguliers étudient le sentiment d'appartenance identitaire à Taïwan. L'évolution des trois réponses énoncées est tout à fait intéressante. La première, se dire «chinois», s'est effondrée de manière très forte au cours des 35 dernières années. Un changement générationnel explique ce phénomène. Quand les vieilles générations nées sur le continent vivaient encore, une partie de la population se sentait chinoise. Aujourd'hui, seuls 2 à 3% des Taïwanais se définissent comme chinois. D'autres se définissent à la fois comme taïwanais et comme chinois. Ils ont été majoritaires pendant longtemps. L'effritement a été spectaculaire, à partir des années 2000 (NDLR: ils sont aujourd'hui autour de 25% de la population). Enfin, le troisième groupe est formé par ceux qui se disent taïwanais. Il connaît une hausse très forte (NDLR: quelque 70% des habitants sondés). Il traduit ce que l'on appelle la «taïwanisation» de la société, à savoir une affirmation identitaire qui n'existait pas dans les premières années de la démocratie taïwanaise et qui est aujourd'hui sa principale force. Donc, l'adhésion au projet chinois de réunification est de moins en moins forte.

La position de Taïwan dans l'économie mondiale, à travers la production de semi-conducteurs et de puces pour l'IA, n'est-elle pas sa meilleure assurance-vie?

Oui et non. Oui, parce que Taïwan est aujourd'hui un maillon indispensable de l'économie mondiale, et donc y compris pour les Etats-Unis et pour la Chine. Celle-ci ne peut pas se lancer dans une opération militaire aveugle sans mesurer au préalable l'impact qu'elle aurait sur l'industrie des semi-conducteurs et donc, sur ses propres capacités industrielles et d'exportation. En ce sens, c'est une garantie. Plus Taïwan existe et est indispensable à l'économie grâce à cette technologie, plus elle est à l'abri d'une situation particulièrement délétaire. Non, parce que plus Taïwan est performante dans ces domaines, plus elle attise

la convoitise. La Chine est d'autant plus intéressée aujourd'hui par une mainmise sur Taïwan que celle-ci a un quasi-monopole sur ces technologies. Les Américains voient aussi Taïwan comme une «ligne de front», le bout de gâteau pour lequel il faut se battre. Cela signifie que Taïwan n'est plus maîtresse de son propre agenda et qu'elle est dépendante de la convoitise des autres. Le problème aussi de ces technologies est qu'elles évoluent très rapidement. La Chine fait des progrès incroyablement spectaculaires en matière de recherche et développement et d'innovation. On le voit avec l'intelligence artificielle, où les Chinois auront rattrapé les Américains dans six mois. Sur les semi-conducteurs, domaine dans lequel les Chinois cherchent par tous les moyens à concurrencer Taïwan, la Corée du Sud et, dans une moindre mesure, le Japon, il est tout à fait possible qu'à assez courte échéance, la Chine devienne la puissance dominante. Que fera Taïwan le jour où elle n'aura plus ces entreprises ultradominantes dans ce secteur? Elle ne peut pas s'appuyer uniquement sur ces fleurons industriels et technologiques

La marine chinoise a multiplié les manœuvres dans le détroit de Taïwan et en mer de Chine ces derniers mois.



REUTERS

«Même si les Taïwanais se sentent en majorité taïwanais, ils ne détestent pas les Chinois pour autant.»

pour garantir sa souveraineté, autant d'ailleurs que son développement économique.

Quels seraient les risques d'une opération armée chinoise pour Taïwan, la région et le monde?

Pour Taïwan, les risques sont évidents. Si la Chine est déterminée à s'engager dans une opération militaire d'étranglement et ensuite d'invasion, Taïwan n'a pas les moyens de résister. Même avec le soutien américain, ce serait très difficile.

De hauts responsables militaires taïwanais sont parfois en situation de désarroi face à leurs homologues américains qui leur disent qu'ils penseront aux situations de crise à mettre en œuvre quand les Chinois lanceront leur offensive. Les Taïwanais leur répondent que le jour où les Chinois en seront à ce stade, ce sera trop tard. Ils veulent être dans l'anticipation et dans la dissuasion. Cette question est cependant plus sensible du côté de Pékin. Les Chinois observent les opérations militaires contemporaines et ces rapports du fort au faible. Ils évaluent leur capacité à mener à bien ce type de mission, puisqu'elle n'est pas exclue. Mais plusieurs paramètres sont autant de freins pour ces velléités militaires chinoises. Le premier est d'ordre géographique. Pour aller de la Russie vers l'Ukraine, on se contente de traverser un champ. Pour gagner Taïwan à partir de la Chine, il faut traverser un détroit qui fait plus de 150 km de large à son point le plus étroit. C'est beaucoup plus que la Manche en 1944, par exemple. Cela veut surtout dire qu'avec les moyens d'observation actuels, les Taïwanais verraient venir les Chinois. Il n'y aura pas d'attaque par surprise. Ils seront en capacité de riposter, d'autant qu'il y a très peu d'endroits à Taïwan où des troupes peuvent débarquer, et ceux-ci sont évidemment les plus sécurisés. Une opération militaire chinoise est possible, mais il faudra engager des moyens considérables pour la mener, sans avoir la certitude de pouvoir



L'usine du fabricant de semi-conducteurs TSMC à Nanjing, en Chine, illustre l'interdépendance entre les deux pays.

le faire aussi facilement qu'on ne le croit. Autre conséquence possible: la capacité de destruction d'infrastructures chinoises par Taïwan. On parle toujours des missiles balistiques chinois pointés sur l'île, sans doute des milliers. Mais on oublie de rappeler qu'en cas de conflit ouvert, Taïwan peut aussi riposter et bombarder des villes chinoises. Shanghai est à 350 km de Taipei... Les dommages pourraient être épouvantables pour la Chine, à la fois sur les plans humain et matériel.

Quelles pourraient être les autres conséquences, non militaires?

La dimension économique est aussi importante. Taïwan est dépendante de la Chine économiquement, mais la Chine est aussi très dépendante de Taïwan. En cas de confrontation armée entre les deux pays, tout le monde en payera le coût. Il y a enfin la dimension politique. Aujourd'hui, le président Xi Jinping ne suscite pas une admiration unanime de la part de la population. Il est fortement contesté, ce qui explique les purges, le renforcement autoritaire du pouvoir, etc. Si la Chine s'engage dans un affrontement aux conséquences économiques, humaines et militaires incertaines, c'est son socle qui s'effondrera. Surtout, contre un ennemi proclamé, Taïwan, qui n'en est pas un pour les Chinois. Même si les Taïwanais se sentent en majorité taïwanais, ils ne détestent pas les Chinois pour autant. Le sentiment est identique du côté de la population chinoise. Taïwan est un peuple frère. La relation entre les deux populations est très étroite et se développe dans ce que l'on appelle le monde chinois. On est aux antipodes de l'animosité qui existe entre la Chine et le Japon. Comment réagira l'opinion publique chinoise en cas d'opération militaire sur Taïwan? Sa réaction pourrait aller très loin, jusqu'à une remise en cause du régime de Xi Jinping et de sa légitimité. En regard de tous ces éléments, il est probable que les Chinois y réfléchiront à deux fois avant de lancer une guerre. ●